

RAPPORT

Tallinn,
Estonie,
25-29 mai
1998

Vingt et unième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe



Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

RAPPORT

de la

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'EUROPE

**Vingt et unième session
Tallinn, Estonie, 25-29 mai 1998**

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET
L'AGRICULTURE
Rome, 1998**

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

M-90
ISBN 92-5-204188-5

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, mise en mémoire dans un système de recherche documentaire ni transmise sous quelque forme ou par quelque procédé que ce soit: électronique, mécanique, par photocopie ou autre, sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur. Toute demande d'autorisation devra être adressée au Directeur de la Division de l'information, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Viale delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italie, et comporter des indications précises relatives à l'objet et à l'étendue de la reproduction.

© FAO 1998

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
RÉSUMÉ DES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS	v - x
	Paragraphes
INTRODUCTION	1 – 2
Ouverture de la Session	3 – 4
Election du Président, des Vice-Présidents et Nomination du Rapporteur	5 – 7
Adoption de l'ordre du jour et du calendrier	8
Cérémonie Officielle	9 – 10
Déclaration du Directeur général	11
Exposés nationaux et débat général sur la situation de l'alimentation et de l'agriculture dans la Région	12 – 15
Suivi du Sommet Mondial de l'Alimentation	16 – 19
L'évolution des schémas de consommation des produits alimentaires et agricoles dans la Région: Rôle des consommateurs face aux producteurs – vers une démarche commune en matière de qualité	20 – 23
Utilisation et avantages des informations pédologiques	24 – 28
Rapport sur les activités de la FAO dans la Région en 1996-97	29 – 36
Représentation de la Région au Groupe Consultatif pour la Recherche Agricole Internationale (GCRAI)	37
Présentation des services de WAICENT, axée en particulier sur les ressources phytogénétiques et zoogénétiques dans la Région Europe	38 – 40
Date et lieu de la vingt-deuxième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe	41
Autres Questions	42 – 43
Adoption du Rapport	44
Clôture de la Conférence	45
ANNEXES	
A. Liste des participants	
B. Ordre du Jour	
C. Déclaration du Directeur général	
D. Liste des documents	

RÉSUMÉ DES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

Exposés nationaux et débat général sur la situation de l'alimentation et de l'agriculture dans la région

A l'attention des gouvernements

La Conférence a souligné:

1. la nécessité de poursuivre la réforme de la politique agricole commune;
2. la nécessité de répondre aux exigences des consommateurs en matière de qualité et d'innocuité des aliments;
3. les stratégies de pré-adhésion permettant aux pays candidats d'adopter l'acquis communautaire;
4. les problèmes auxquels se trouve confronté le secteur agricole dans le cadre de la préparation de la nouvelle série de négociations de l'OMC;
5. l'importance de l'agriculture durable, aux plans économique, écologique et social, tenant compte de la préservation des paysages, du maintien des zones rurales viables, mettant un terme aux pertes d'emploi et à l'exode rural des hommes et des femmes;
6. la nécessité d'une gestion rationnelle des forêts, des ressources halieutiques et des zones écologiquement fragiles de la région;
7. la volonté des Etats Membres de partager leur expérience concernant les périodes de transition souvent difficiles à surmonter;
8. l'importance de la coopération à tous les niveaux – local, régional, national et international (par. 13).

Suivi du Sommet mondial de l'alimentation

A l'attention des gouvernements

La Conférence:

9. a souligné qu'il importe d'associer les ONG comme partenaires actifs du suivi du Sommet;
10. a noté que peu de rapports nationaux ont été présentés à la date prévue, ce qui indique clairement que les gouvernements nationaux éprouvent des difficultés à établir ces rapports et que des mesures correctives s'imposent;

11. a noté que dans les économies en transition, certaines couches de la population sont victimes de l'insécurité alimentaire du fait d'un régime déséquilibré, carencé en nutriments essentiels, et de leurs faibles revenus; la responsabilité principale doit être assumée par les programmes nationaux d'éducation et d'information nutritionnelle (par. 19).

A l'attention de la FAO

La Conférence:

12. a noté l'importance du programme EMPRES, à condition qu'il soit bien ciblé;
13. a rappelé l'importance qu'elle attache à une analyse détaillée des contraintes et opportunités, avant même la mise au point de projets PSSA.

**L'évolution des schémas de consommation des produits alimentaires et agricoles dans la région:
Rôle des consommateurs face aux producteurs – Vers une démarche commune en
matière de qualité**

A l'attention des gouvernements

La Conférence a souligné:

14. la nécessité de garantir la qualité et l'innocuité des aliments, notamment par des réglementations alimentaires exhaustives et harmonisées fondées sur le Codex Alimentarius et les Accords de l'Organisation mondiale du commerce sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) et les obstacles techniques au commerce (OTC), une inspection appropriée, des programmes d'échantillonnage et d'analyse et des mécanismes efficaces de contrôle des industries alimentaires à tous les niveaux;
15. la nécessité d'accéder à des aliments de bonne qualité et sûrs, notamment à des produits alimentaires traditionnels et nouveaux, ainsi que celle de l'étiquetage informatif, indiquant éventuellement la méthode de production;
16. les problèmes que les réglementations peuvent poser aux petits pays et aux pays en développement et la nécessité de trouver un équilibre de manière que des mesures appropriées soient prises qui ne créent pas d'obstacles supplémentaires au commerce ni de discrimination à l'encontre des pays exportateurs de produits alimentaires dont les systèmes de contrôle sont moins développés (par. 20).

La Conférence est généralement convenue de:

17. l'importance des normes, directives et recommandations, en particulier celles du Codex Alimentarius FAO/OMS reposant sur des fondements scientifiques, pour l'obtention de réglementations harmonisées propres à promouvoir les échanges de produits alimentaires de bonne qualité et sûrs;

18. la nécessité d'un dialogue et d'une coopération actifs et ouverts entre consommateurs, organisations de consommateurs, autorités de l'Etat et producteurs, industries de transformation et distributeurs de produits alimentaires qui aideraient à satisfaire les exigences des consommateurs et à répondre aux besoins en matière de nutrition et de sécurité des aliments (par. 21).

A l'attention de la FAO

La Conférence a noté:

19. la nécessité pour les programmes de la FAO et autres programmes techniques en faveur des pays en développement et des pays en transition, d'améliorer la protection du consommateur et la qualité et l'innocuité des aliments;
20. la création d'un centre de formation/laboratoire FAO/AIEA à Seibersdorf, en Autriche, chargé d'élaborer de nouvelles méthodes d'analyse et du matériel d'essai normalisé, et de dispenser une formation en matière de qualité et d'innocuité des aliments, et de la coordonner (par. 22).

La Conférence a recommandé:

21. à la FAO de continuer à appliquer un processus transparent pour sélectionner les experts scientifiques indépendants participant aux consultations d'experts FAO et FAO/OMS qui formulent des recommandations sur divers aspects de la qualité et de l'innocuité des aliments, notamment les problèmes chimiques et biologiques (par. 23).

Utilisation et avantages des informations pédologiques

A l'attention des gouvernements

La Conférence:

22. s'est généralement accordée sur l'importance des systèmes appropriés d'informations pédologiques pour la prévention de la dégradation des sols et pour favoriser la prévision des récoltes (par. 25);
23. a invité la Commission européenne à étudier la possibilité de financer l'extension du système européen d'information sur les sols (EUSIS) afin d'y incorporer des informations émanant des pays autorisés à participer à la Conférence régionale pour l'Europe, compte tenu du rapport coût/efficacité et des activités parallèles afin d'éviter les chevauchements inutiles (par. 26 et 27).

A l'attention de la FAO

La Conférence:

24. a noté que la question de l'échelle devait être abordée mais que tous les pays participants seraient invités à prendre part au processus de consultation technique (par. 28).

Rapport sur les activités de la FAO dans la région en 1996-97

A l'attention des gouvernements

La Conférence:

25. a rappelé la recommandation faite par la vingtième Conférence régionale selon laquelle les rapports fourniront à l'avenir des données quantitatives concernant les ressources attribuées à la région, et a décidé de poursuivre, par des consultations entre le Groupe régional européen et le Secrétariat, l'étude des moyens nécessaires pour obtenir l'information demandée (par. 32 et 36).

A l'attention de la FAO

La Conférence:

26. a approuvé la nouvelle présentation du document qui établit une distinction entre les principales activités normatives et opérationnelles, qui suit la structure des grands programmes du Programme de travail et budget et inclut une partie concernant la programmation future;
27. a demandé que les activités entreprises par la Division mixte FAO/AIEA à Vienne au titre du sous-programme 2.1.5.3 soient présentées à l'avenir;
28. a souligné que la FAO doit adapter son assistance aux progrès du processus de transition dans les pays d'Europe centrale et orientale et de la Communauté des États indépendants;
29. a insisté sur la nécessité d'une synergie et d'une coordination dans l'assistance fournie aux pays d'Europe centrale et orientale et de la CEI par la FAO et par les donateurs d'aide multilatérale et bilatérale, en particulier pour les programmes de la CE et les activités du système des Nations Unies (notamment du PAM et du FIDA);
30. a souligné que la FAO doit apporter un soutien aux pays qui souhaitent adhérer à l'UE et devenir membres de l'Organisation mondiale du commerce en les aidant à satisfaire aux critères requis (par. 29);

31. a souligné que la FAO doit s'efforcer, en particulier, de fournir des conseils normatifs et une assistance technique aux Etats Membres qui poursuivent leur processus de transition; de participer à la mise au point ou à l'amélioration des systèmes de cadastre et au fonctionnement des marchés des terres agricoles; de continuer à fournir une aide pour la gestion des écosystèmes fragiles et le développement durable des zones montagneuses, surtout en ce qui concerne la gestion durable des ressources forestières; d'apporter un soutien pour la conservation et la gestion des ressources génétiques, végétales et animales et de participer à l'élaboration de programmes de nutrition, de contrôle des aliments et d'activités sur le thème "Alimentation et santé" (par. 30);
32. a souligné que les orientations futures des programmes doivent tenir compte de l'évolution de la situation dans la région et que les domaines prioritaires doivent être accompagnés d'une indication de l'avantage comparatif de l'Organisation (par. 31).

Représentation de la région au Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI)

A l'attention des gouvernements

La Conférence:

33. a choisi M. Ervin Balázs, Directeur du Centre de biotechnologie agricole à Gödöllő (Hongrie), pour représenter la région au sein du GCRAI pour la période 1999-2002 (par. 37).

Présentation des services de WAICENT, axée en particulier sur les ressources phytogénétiques et zoogénétiques dans la zone Europe

A l'attention de la FAO

La Conférence:

34. a indiqué qu'il est essentiel de présenter les données sous une forme conviviale, selon la demande des usagers (par. 38).

Date et lieu de la vingt-deuxième Conférence régionale de la FAO

A l'attention des gouvernements

La Conférence:

35. a noté qu'aucune proposition n'avait encore été soumise concernant la date et le lieu de la vingt-deuxième Conférence régionale pour l'Europe (par. 41).

Autres questions – Répartition régionale des sièges au Conseil

A l'attention de la FAO

La Conférence:

36. a demandé au Directeur général d'inscrire ce point à l'ordre du jour de la prochaine session du Conseil (par. 42).

INTRODUCTION

1. La vingt et unième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe s'est tenue à Tallinn (Estonie) du 25 au 29 mai 1998, à l'invitation du Gouvernement de la République d'Estonie.
2. On trouvera la liste des participants à l'Annexe A du présent rapport.

OUVERTURE DE LA SESSION

3. M. Manfred Lindau, Représentant régional pour l'Europe, a souhaité la bienvenue aux participants au nom du Directeur général de la FAO et il a en particulier remercié le Gouvernement estonien de sa généreuse hospitalité et des excellentes installations fournies pour la Conférence. Il a souligné la nécessité d'œuvrer en faveur de la sécurité alimentaire durable et de procéder à un débat aboutissant à des recommandations sur les problèmes qui se posent au secteur agricole de la Région Europe.
4. Dans son allocution de bienvenue, prononcée au nom de l'Estonie, le Ministre des affaires étrangères, M. Toomas Hendrik Ilves, a souligné l'importance des activités normatives de la FAO, qui intéressent l'ensemble des membres de la Région et l'incidence des efforts déployés par la FAO à l'appui des pays d'Europe centrale et orientale actuellement en transition économique et institutionnelle.

ÉLECTION DU PRÉSIDENT, DES VICE-PRÉSIDENTS ET NOMINATION DU RAPPORTEUR (POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR)

5. La Conférence a élu Président, à l'unanimité, M. Toomas Hendrik Ilves, Ministre des affaires étrangères de l'Estonie.
6. Les Vice-Présidents suivants ont été élus par acclamation:
 - M. Dinu Gavrilescu, Ministre de l'agriculture et de l'alimentation de la Roumanie;
 - M. Costas Themistocleous, Ministre de l'agriculture, des ressources naturelles et de l'environnement de Chypre;
 - M. Kalevi Hemilä, Ministre de l'agriculture et des forêts de la Finlande;
 - M. John Slater, Chef du Groupe économie et statistiques du Ministère de l'agriculture, des pêches et de l'alimentation du Royaume-Uni.
7. Mme Cecilia Nordin Van Gansberghe, Chef de section au Ministère de l'agriculture de la Suède, a été élue Rapporteur.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET DU CALENDRIER¹ (POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR)

8. La Conférence a adopté l'ordre du jour qui figure à l'Annexe B du présent rapport, avec l'adjonction, à l'ordre du jour provisoire, de la "Répartition des sièges au Conseil par région" au point 13.

CÉRÉMONIE OFFICIELLE (POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR)

9. Le Directeur général de la FAO, M. Jacques Diouf, a souhaité aux participants la bienvenue au débat de haut niveau et il s'est vivement félicité de la généreuse hospitalité offerte à tous les participants et des excellentes installations fournies par le Gouvernement estonien. Cette première réunion des responsables de l'agriculture de la Région dans un pays à l'extrême nord de l'Europe jetait les bases nécessaires pour relever les défis du développement agricole et rural du XXI^e siècle.

10. Dans son allocution d'ouverture, le Premier Ministre estonien, M. Mart Siimann, a souligné l'importance de la coopération entre la FAO et l'Estonie. Il a en particulier évoqué l'aide fournie par la FAO à l'élaboration d'une stratégie agricole à long terme, ainsi que la neutralité et l'objectivité des avis qu'elle donne. Il a également souligné que l'Estonie avait pour objectif de mettre en place une agriculture dynamique et concurrentielle au plan international qui assure à la fois la sécurité des personnes travaillant dans ce secteur, des prix modérés des produits alimentaires à la consommation, l'instauration d'un régime fiscal juste et la libre circulation des biens, ainsi que des exportations dans le contexte du développement rural et de la protection de l'environnement.

DÉCLARATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL (POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR)

11. Le Directeur général a prononcé sa déclaration à la Conférence, dont le texte figure à l'Annexe C au présent rapport.

EXPOSÉS NATIONAUX ET DÉBAT GÉNÉRAL SUR LA SITUATION DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE DANS LA RÉGION (POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR)

12. Le débat général a été ouvert par M. Franz Fischler, membre de la Commission européenne, chargé de l'agriculture et du développement rural, qui a rappelé qu'à l'occasion de la vingt-neuvième session de la Conférence de la FAO, il avait eu la possibilité de décrire les modalités de l'évolution des marchés des produits alimentaires que prévoyait l'Union européenne et les incidences de cette évolution sur la sécurité alimentaire. Il a indiqué que le prochain élargissement de l'UE éclipsait tous les précédents du fait du nombre de candidats à l'adhésion et il a souligné que les pays candidats et l'Union elle-même devaient se préparer avec soin à l'élargissement et procéder aux aménagements voulus. Cependant, l'élargissement de l'Union vers l'Est permettrait non seulement de renforcer à l'évidence la stabilité politique et la sécurité, mais encore d'éclairer sous un nouveau jour la politique commune de l'Union en matière d'affaires étrangères et de sécurité.

13. Vingt et un chefs de délégation ont pris la parole: Allemagne, Bulgarie, Communauté Européenne, Croatie, Chypre, République Tchèque, Estonie, Finlande, Géorgie, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Malte, Pologne, Roumanie, Slovaquie, Suède, Suisse, Turquie (la Grèce a remis sa déclaration écrite au Secrétariat), pour faire le point de la situation alimentaire et agricole dans

¹ ERC/98/1 et ERC/98/INF/2

leurs pays respectifs et formuler des observations sur la situation économique et agricole générale et sur les politiques et les problèmes ayant une incidence sur les secteurs agricole et rural. Ces exposés appelaient en particulier l'attention sur:

- la nécessité de poursuivre la réforme de la politique agricole commune;
- la nécessité de répondre aux exigences des consommateurs en matière de qualité et d'innocuité des aliments;
- les stratégies de pré-adhésion permettant aux pays candidats d'adopter l'acquis communautaire;
- les problèmes auxquels se trouve confronté le secteur agricole dans le cadre de la préparation de la nouvelle série de négociations de l'OMC;
- l'agriculture durable aux plans économique, écologique et social tenant compte de la préservation des paysages, du maintien de zones rurales viables, mettant un terme aux pertes d'emplois et à l'exode rural des hommes et des femmes;
- la nécessité d'une gestion rationnelle des forêts, des ressources halieutiques et des zones écologiquement fragiles de la Région;
- la volonté des Etats Membres de partager leur expérience concernant les périodes de transition souvent difficiles à surmonter;
- l'importance de la coopération à tous les niveaux - local, régional, national et international - entre gouvernements et organisations internationales.

14. Un certain nombre de délégués ont fait rapport sur les activités menées dans leur pays dans le cadre du TeleFood 1997 et de la préparation du TeleFood 1998.

15. La Conférence a été informée de l'aide apportée par le Programme alimentaire mondial (PAM) à certains pays d'Europe et elle a pris acte de la contribution multilatérale non liée consentie par des pays donateurs européens.

SUIVI DU SOMMET MONDIAL DE L'ALIMENTATION² (POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR)

16. Le Représentant régional de la FAO pour l'Europe, M. M. Lindau, a présenté la question en rappelant les dispositions prévues pour le suivi de l'application du Plan d'action du Sommet, notamment la présentation de rapports à la vingt-troisième session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, comme prévu à l'Engagement 7 du Plan d'action. Il a rappelé que les rapports doivent indiquer tout particulièrement les mesures prises pour réaliser des objectifs spécifiques, en suivant la structure des engagements et des objectifs du Plan et qu'ils doivent aussi, le cas échéant, indiquer les résultats obtenus, y compris par des évaluations quantitatives pour chacun des objectifs.

17. En ce qui concerne les systèmes d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité (SICIAV), le Représentant régional a rappelé les mesures prises afin de réaliser les activités à court terme recommandées pour la mise au point du SICIAV, c'est-à-dire les activités du Groupe de travail interinstitutions sur le SICIAV et la désignation de points de convergence nationaux; à la mi-avril 1998, 50 pays avaient désigné leurs points de convergence et ceux-ci avaient reçu des informations et des documents sur le SICIAV.

18. Le Représentant régional a également signalé à la Conférence qu'au 17 mai 1998, le Secrétariat n'avait reçu des rapports que de 68 pays dont 22 provenant d'Etats Membres de la région Europe, et de la Commission européenne.

² ERC/98/3

19. Lors des débats qui ont suivi, la Conférence a pris note des points suivants:
- L'Union européenne a noté que la Conférence régionale était une tribune importante où la FAO pouvait présenter à ses membres des informations et obtenir d'eux des directives. Le document ERC/98/3 reflète fidèlement les mesures prises et se réfère à des éléments importants du Sommet mondial de l'alimentation approuvés par l'UE. L'Union européenne a noté que ses rapports sur le Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation couvraient une vaste gamme d'actions à entreprendre pour améliorer la sécurité alimentaire dans la région et à l'échelle planétaire. Elle a souligné l'importance du Programme EMPRES, à condition qu'il soit bien ciblé. S'agissant du Programme spécial pour la sécurité alimentaire, l'Union européenne a rappelé l'importance qu'elle attache à une analyse détaillée des contraintes et opportunités, avant même la mise au point de projets. De façon plus générale, l'UE estime qu'il est difficile d'indiquer les domaines prioritaires d'action pour la FAO dans la région si l'on ne dispose pas d'une analyse précise des avantages comparatifs de la FAO par rapport aux pays concernés. Les débats qui ont eu lieu en début de semaine ont souligné que compte tenu des ressources limitées à la disposition de la FAO, il importe de définir de façon claire et détaillée des objectifs et priorités qui sont communiqués aux gouvernements membres et servent à vérifier les progrès réalisés au cours des Conférences régionales futures. Les exposés nationaux faits lors de la Conférence ont en outre démontré qu'il convient d'évaluer dans quelle mesure les programmes de la FAO peuvent contribuer à relever les défis qui se posent pour les producteurs et les consommateurs de produits agricoles dans certaines régions d'Europe centrale et orientale;
 - la Norvège a souligné que les ONG doivent être associées, en tant que partenaires actifs, au suivi du Sommet; au niveau national, cet objectif a été atteint en développant continuellement le Comité norvégien pour la FAO et en organisant une grande Conférence qui se tiendra les 15 et 16 octobre 1998;
 - les pays nordiques sont convenus d'un programme coordonné pour le suivi du Sommet mondial de l'alimentation axé sur les points suivants: i) agriculture durable; ii) ressources génétiques/diversité biologique; iii) innocuité des aliments; iv) renforcement de la coopération avec les pays nordiques et les pays baltes; et v) activités internationales;
 - le fait que peu de rapports nationaux aient été présentés à la date prévue indique que les gouvernements nationaux éprouvent des difficultés à établir ces rapports et que des mesures correctives s'imposent;
 - dans les économies en transition, certaines couches de la population sont victimes de l'insécurité alimentaire du fait d'un régime alimentaire déséquilibré, carencé en nutriments essentiels, et de leurs faibles revenus; la responsabilité principale doit être assumée par les programmes nationaux d'éducation et d'information nutritionnelles.

**L'ÉVOLUTION DES SCÉMAS DE CONSOMMATION DES PRODUITS ALIMENTAIRES
ET AGRICOLES DANS LA RÉGION: RÔLE DES CONSOMMATEURS FACE AUX
PRODUCTEURS - VERS UNE DÉMARCHE COMMUNE EN MATIÈRE DE QUALITÉ³
(POINT 7 DE L'ORDRE DU JOUR)**

20. Examinant le document qui avait été présenté par le Secrétariat, la Conférence a noté l'importance des questions d'innocuité des produits alimentaires dans tous les pays et souligné les éléments suivants:

- la nécessité de garantir la qualité et l'innocuité des aliments, notamment par des réglementations alimentaires exhaustives et harmonisées fondées sur le Codex Alimentarius et les Accords de l'Organisation mondiale du commerce sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) et les obstacles techniques au commerce (OTC), une inspection

³ ERC/98/4

appropriée, des programmes d'échantillonnage et d'analyse et des mécanismes efficaces de contrôle des industries alimentaires à tous les niveaux;

- de nombreux pays de la région sont en train d'examiner activement et de mettre à jour leurs réglementations alimentaires et de renforcer le contrôle et les activités de suivi;
 - l'évolution des schémas de consommation des produits alimentaires dans certains pays a entraîné des problèmes de nutrition, et dans d'autres une amélioration de la qualité nutritionnelle du régime alimentaire;
 - la nécessité d'accéder à des aliments de bonne qualité et sûrs, notamment à des produits alimentaires traditionnels et nouveaux, ainsi que celle de l'étiquetage informatif, indiquant éventuellement la méthode de production;
 - elle a reconnu les dimensions sociales, culturelles et éthiques de l'alimentation auxquelles les consommateurs dans certaines zones de la Région sont particulièrement sensibles;
 - les problèmes que les réglementations peuvent poser aux petits pays et aux pays en développement et la nécessité de trouver un équilibre de manière que des mesures appropriées soient prises qui ne créent pas d'obstacles supplémentaires au commerce ni de discrimination à l'encontre des pays exportateurs de produits alimentaires dont les systèmes de contrôle sont moins développés.
21. On s'est généralement accordé sur:
- l'importance des normes, directives et recommandations, en particulier celles du Codex Alimentarius FAO/OMS reposant sur des fondements scientifiques, pour l'obtention de réglementations harmonisées propres à promouvoir les échanges de produits alimentaires de bonne qualité et sûrs;
 - la nécessité d'un dialogue et d'une coopération actifs et ouverts entre consommateurs, organisations de consommateurs, autorités de l'Etat et producteurs, industries de transformation et distributeurs de produits alimentaires qui aideraient à satisfaire les exigences des consommateurs et à répondre aux besoins nutritionnels et en matière d'innocuité des aliments.
22. La Conférence a noté:
- la nécessité pour les programmes de la FAO et autres programmes techniques en faveur des pays en développement et des pays en transition, d'améliorer la protection du consommateur et la qualité et l'innocuité des aliments;
 - la création d'un Centre de formation FAO/AIEA - laboratoire en Autriche, chargé d'une part, d'élaborer de nouvelles méthodes d'analyse et du matériel d'essai normalisé, et d'autre part, de dispenser une formation en matière de qualité et d'innocuité des aliments et de la coordonner.
23. Il a été recommandé:
- à la FAO de continuer à appliquer un processus transparent pour sélectionner les experts scientifiques indépendants participant aux consultations d'experts FAO et FAO/OMS qui formulent des recommandations sur divers aspects de la qualité et de l'innocuité des aliments, notamment les problèmes chimiques et microbiologiques.

UTILISATION ET AVANTAGES DES INFORMATIONS PÉDOLOGIQUES⁴ (POINT 8 DE L'ORDRE DU JOUR)

24. Lors de l'examen du document préparé par le Secrétariat, on a appelé l'attention sur les problèmes effectifs et potentiels de dégradation des sols. Parmi les problèmes actuels, on a cité la

⁴ ERC/98/5

perte de substance de la couche arable et la perte des bonnes terres agricoles par suite de l'urbanisation là où elles sont rares.

25. On s'est généralement accordé sur l'importance de systèmes appropriés d'informations pédologiques pour la prévention de la dégradation des sols et pour favoriser la prévision des récoltes. Il a été noté que l'importance de ces questions a été reconnue dans la Carte mondiale des sols et dans la Charte européenne des sols. Diverses bases de données ont été regroupées en un seul système d'information européen qui couvre les Etats Membres de l'UE, les pays de l'AELE et les pays d'Europe centrale et orientale.

26. Prenant acte des activités de la FAO dans le domaine de l'élaboration d'une base de données mondiale des sols et des terrains, la Conférence a accepté une proposition de la Présidence de l'UE l'invitant à demander à la Commission de l'UE d'étudier la possibilité de financer l'extension du système européen d'information sur les sols (EUSIS) afin d'y incorporer des informations des pays qui peuvent assister à cette Conférence.

27. Il y serait donné suite compte tenu du rapport coût-efficacité et des activités parallèles menées dans divers pays et au sein de leurs organes nationaux et régionaux, afin d'éviter les chevauchements inutiles.

28. La Conférence a également noté que la question de l'échelle devrait être abordée mais que tous les pays participants seraient invités à prendre part au processus de consultation technique.

RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DE LA FAO DANS LA RÉGION EN 1996-97⁵ (POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR)

29. Examinant le document soumis par le Secrétariat, la Conférence:

- a approuvé la nouvelle présentation du document qui établit une distinction entre les principales activités normatives intéressant et concernant directement tous ses membres, et les activités opérationnelles, visant à aider les anciens pays à économie centralement planifiée à élaborer des mesures et des réformes institutionnelles pour une transition vers une économie de marché, qui suivent la structure des grands programmes du Programme de travail et budget, et a également pris note de la partie concernant la programmation future;
- a regretté que le document ne mentionne pas les activités entreprises par la Division mixte FAO/AIEA à Vienne au titre du Sous-programme 2.1.5.3 et demandé que ces activités soient présentées à l'avenir;
- a souligné que la FAO doit adapter son assistance aux progrès du processus de transition dans les pays d'Europe centrale et orientale et de la CEI;
- a insisté sur la nécessité d'une synergie et d'une coordination dans l'assistance fournie aux pays d'Europe centrale et orientale et de la CEI par la FAO et par les donateurs d'aide multilatérale et bilatérale, en particulier pour les programmes de la CE destinés aux pays de l'ECO et de la CEI (Phare et Tacis) et les activités du système des Nations Unies (notamment du PAM et du FIDA);
- a souligné que la FAO doit apporter un soutien aux pays qui souhaitent adhérer à l'UE et devenir membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en les aidant à satisfaire aux critères requis;
- a pris note de l'état d'avancement ou du degré de formulation du Programme spécial pour la sécurité alimentaire (PSSA) dans les six pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) de la région;

⁵ ERC/98/2 et ERC/98/2-Supp.1

- s’est déclarée satisfaite des activités entreprises par le projet régional EASTFISH, par lequel la FAO encourage le commerce et les investissements dans la région et aide les pays participants à moderniser leurs secteurs de l’aquaculture et de la transformation du poisson.

30. La Conférence a estimé que les questions prioritaires pour la région indiquées aux paragraphes 87 à 90 du document sont assez générales. Elle a souligné que la FAO doit attacher une importance particulière aux domaines suivants:

- fournir des conseils normatifs et une assistance technique aux Etats Membres qui poursuivent leur processus de transition afin d’assurer une meilleure intégration aux marchés régionaux et mondiaux;
- participer à la mise au point, à la création ou à l’amélioration des systèmes de cadastre et au fonctionnement des marchés des terres agricoles, y compris en ce qui concerne les droits de succession de la propriété et l’accès des jeunes à la terre;
- continuer à fournir une aide pour la gestion des écosystèmes fragiles et le développement durable des zones montagneuses, surtout en ce qui concerne la gestion durable des ressources forestières;
- apporter un soutien pour la conservation et la gestion des ressources génétiques végétales et animales;
- participer à l’élaboration de programmes de nutrition, de contrôle des aliments et, en général, d’activités sur le thème “alimentation et santé”.

31. La Conférence a également souligné que les orientations futures des programmes doivent tenir compte de l’évolution de la situation dans la région. Les domaines jugés prioritaires doivent être accompagnés d’une indication de l’avantage comparatif de l’Organisation, étant entendu que l’Organisation devrait y concentrer ses activités et trouver des partenaires pour l’aide requise dans d’autres secteurs.

32. La Conférence a rappelé la recommandation faite par la vingtième Conférence régionale à Tel Aviv en 1996 selon laquelle “les rapports fournissent à l’avenir des données quantitatives concernant les ressources attribuées à la région au titre du Programme ordinaire et des crédits extrabudgétaires, ainsi qu’une évaluation qualitative de l’utilisation des ressources sur laquelle pourraient s’appuyer les recommandations concernant les orientations futures” (ERC/96/REP, par. 13). Ces informations ont été demandées pour permettre aux membres de faire des recommandations concernant l’orientation future du Programme afin de faire face aux problèmes prioritaires de la région, comme le demande la Résolution 14/69 de la Conférence “Pouvoirs, mandat et statut constitutionnel des Conférences régionales”.

33. On a appelé l’attention sur la nécessité de définir des objectifs plus spécifiques pour répondre aux défis qui se posent dans la région dans le rapport sur les activités de la FAO (ERC/98/2); en outre, il faut établir des priorités tenant compte des programmes d’autres organisations et des compétences particulières de l’Organisation et les porter à la connaissance des membres de la FAO et d’un public plus général.

34. La Conférence a noté avec regret que le document ERC/98/2 ne contient pas les informations qui avaient été demandées à Tel Aviv, et a demandé au Secrétariat de lui fournir des chiffres sur les dépenses prévues dans la région telles qu’elles figurent dans le Programme de travail et budget 1998-99, et de lui indiquer si les systèmes budgétaires de la FAO seront suffisamment développés pour donner suite à la recommandation faite par la vingtième Conférence régionale; elle a en outre demandé au Secrétariat de structurer son rapport à la prochaine Conférence régionale pour l’Europe (vingt-deuxième session) selon les priorités identifiées au cours de la présente session.

35. Afin de répondre de manière positive à la demande ci-dessus, le Secrétariat a fourni l'Annexe I/6 du Programme de travail et budget 1998-99 qui contient les estimations des dépenses régionales par programme. Le Secrétariat a expliqué qu'il ne lui était pas possible de fournir des renseignements plus détaillés sur les données quantitatives concernant les ressources allouées par région au Programme régulier, étant donné que le Programme de travail et budget de la FAO, tel qu'approuvé par la Conférence, a une approche sectorielle, c'est-à-dire qu'il est structuré d'après les Grands Programmes. Par conséquent, le compte rendu des dépenses suit la même structure. Le Secrétariat a, en outre, indiqué qu'afin de satisfaire entièrement la recommandation du para. 13 du rapport ERC/96/REP, une nouvelle présentation sur base régionale serait nécessaire, permettant un cadre objectif de rapport sur base également régionale. Seule la Conférence de la FAO pouvait décider d'une modification aussi fondamentale de la présentation actuelle du budget.

36. La Conférence a réitéré la recommandation de Tel Aviv et décidé de poursuivre, par des consultations entre le Groupe régional européen et le Secrétariat, l'étude des moyens nécessaires pour obtenir l'information demandée.

**REPRÉSENTATION DE LA RÉGION AU GROUPE CONSULTATIF POUR LA
RECHERCHE AGRICOLE INTERNATIONALE (GCRAI)⁶
(POINT 10 DE L'ORDRE DU JOUR)**

37. Conformément à la recommandation figurant au paragraphe 20 du document ERC/98/6, la Conférence a établi un Sous-Comité (Allemagne, Islande, Malte, Pologne et Suisse) chargé d'examiner les neuf candidatures soumises par les Etats Membres suivants: Azerbaïdjan, Chypre, Hongrie, Lituanie, Slovaquie et Turquie. Sur recommandation du Sous-Comité, la Conférence a choisi M. Ervin Balázs, Directeur du Centre de biotechnologie agricole à Gödöllő (Hongrie), pour représenter la région au sein du GCRAI pour la période 1999-2002.

**PRÉSENTATION DES SERVICES DE WAICENT, AXÉE EN PARTICULIER SUR LES
RESSOURCES PHYTOGÉNÉTIQUES ET ZOOGÉNÉTIQUES DANS LA RÉGION EUROPE
(POINT 11 DE L'ORDRE DU JOUR)**

38. La Conférence s'est déclarée satisfaite de la présentation du Centre mondial d'information agricole (WAICENT) et en a approuvé les activités, en particulier dans le domaine des ressources zoogénétiques et phytogénétiques. En outre, elle a indiqué qu'il est essentiel de présenter les données sous une forme conviviale, selon la demande des usagers. Le Secrétariat a pris note de cette remarque et a encouragé à poursuivre le dialogue.

39. La Conférence a noté qu'à la suite de la réunion FAO/Fédération européenne de zootechnie (FEZ), tenue à Vienne en août 1997, la France, par l'intermédiaire de son Département des ressources génétiques, a accepté de faire office de centre de coordination régional pour la conservation des ressources zoogénétiques. Le principal objectif recherché est de jeter les bases du développement et de la gestion du réseau, comprenant 37 pays européens, qui sera chargé d'examiner divers aspects de la gestion des ressources zoogénétiques.

40. La Conférence a également pris note des activités entreprises par la Fédération européenne de zootechnie (FEZ) dans les pays de l'Europe Centrale et de l'Est et de la CEI.

⁶ ERC/98/6

DATE ET LIEU DE LA VINGT-DEUXIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'EUROPE (POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR)

41. La Conférence a noté qu'aucune proposition n'avait encore été soumise concernant la date et le lieu de la vingt-deuxième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe.

AUTRES QUESTIONS (POINT 13 DE L'ORDRE DU JOUR)

Répartition régionale des sièges au Conseil⁷

42. La Conférence a pris note de la déclaration faite par le chef de la délégation de l'Allemagne sur ce point de l'ordre du jour, qui est reproduite ci-dessous in extenso.

- “Aux réunions précédant la vingt et unième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe, les Etats Membres de la Région Europe avaient noté que le déséquilibre dans la répartition des sièges au Conseil entre les sept régions de la FAO et au sein de la région Europe nécessitait une solution satisfaisante. Un même déséquilibre a été noté en ce qui concerne la répartition des sièges dans les organes subsidiaires du Conseil.
- Ce problème trouve son origine dans l'accroissement du nombre des membres de la FAO depuis une vingtaine d'années, tant en Europe que dans les autres régions, pour arriver à 175 Etats Membres au total, tandis que le nombre de sièges au Conseil est resté invariable à 49.
- La question d'une répartition plus équilibrée des sièges au Conseil devrait donc être examinée par le Conseil à sa cent quinzième session en novembre 1998.
- Le Directeur général a été invité à inscrire cette question à l'ordre du jour de la prochaine session du Conseil.
- Afin de proposer des solutions viables à ce problème, il a été proposé d'adopter une procédure semblable à celle mise en place au milieu des années 70, lors de la dernière modification du nombre des sièges au Conseil (novembre 1977).
- Cela nécessite l'établissement par le Conseil d'un Groupe de travail interrégional sur la composition du Conseil, du Comité du Programme, du Comité financier et du Comité des questions constitutionnelles et juridiques.

43. En tant que Président du Groupe régional, le chef de la délégation de l'Allemagne a indiqué que le texte qui précède serait inclus dans le rapport de la vingt et unième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe.’

ADOPTION DU RAPPORT (POINT 14 DE L'ORDRE DU JOUR)

44. Avec quelques amendements, le texte du projet de rapport a été approuvé par la Conférence.

CLÔTURE DE LA CONFÉRENCE (POINT 15 DE L'ORDRE DU JOUR)

45. La Conférence a exprimé au Gouvernement de l'Estonie sa profonde appréciation pour l'excellente organisation et l'hospitalité généreuse qui a été offerte aux délégations au cours de la Conférence. Elle a aussi voulu exprimer son appréciation pour les très intéressants voyages d'études organisés pour des délégations afin de les familiariser avec l'agriculture et le paysage estonien.

⁷ ERC/98/INF/7

APPENDIX A
ANNEXE A
APENDICE A

LIST OF PARTICIPANTS
LISTE DES PARTICIPANTS
LISTA DE PARTICIPANTES

Chairman	:	
Président	:	Toomas HENDRIK ILVES (Estonia)
Presidente	:	
Vice-Chairmen	:	Dinu GAVRILESCU (Romania)
Vice-Présidents	:	Costas THEMISTOCLEOUS (Cyprus)
Vicepresidentes	:	Kalevi HEMILÄ (Finland)
		John SLATER (United Kingdom)
Rapporteur	:	Ms Cecilia NORDIN VAN GANSBERGHE (Sweden)

**MEMBER NATIONS IN THE REGION
ETATS MEMBRES DE LA REGION
ESTADOS MIEMBROS DE LA REGION**

ALBANIA - ALBANIE

Delegate

Selim DEDEJ
Vice-Minister for Agriculture and Food
Ministry of Agriculture and Food
Tirana

ARMENIA - ARMENIE**AUSTRIA - AUTRICHE**

Delegate

Ms Hedwig WÖGERBAUER
Head of the International Department
Federal Ministry of Agriculture
and Forestry
Vienna

Alternates

Hermann REDL
Chairman of the FAO/FFHC Committee
Federal Ministry of Agriculture and
Forestry
Vienna

Ernst ZIMMERL
Permanent Representative to FAO
Rome

**AZERBAIJAN - AZERBAIDJAN -
AZERBAIYAN**

Delegate

Zeynal I.O. AKBEROV
Deputy-Director
Scientific Industrial Union "Elit"
Research Institute of Agriculture
Baku

Alternate

Rafael U. MAHMUDOV
Deputy-Director
Scientific Industrial Union "Elit"
Research Institute of Agriculture
Baku

BELGIUM - BELGIQUE - BELGICA

Délégué

Jacques de MONTJOYE
Ambassadeur auprès de la FAO
Représentation permanente auprès de la
FAO
Rome

Suppléant

Léopold BINARD
Ingénieur principal
Chef de service
Ministère de l'agriculture et des petites
moyennes entreprises
Bruxelles

**BOSNIA AND HERZEGOVINA -
BOSNIE-HERZEGOVINE - BOSNI
HERZEGOVINA****BULGARIA - BULGARIE**

Delegate

Gueorgui KARKAMOV
Deputy Minister
Ministry of Agriculture, Forestry and
Agricultural Reform
Sofia

Alternates

Ilija KRASTELNIKOV
Minister Plenipotentiary
Ministry of Foreign Affairs
Sofia

Miroslava Teneva GUEORGUIEVA
Head, Financial Policy
Ministry of Agriculture, Forestry and
Agricultural Reform
Sofia

Rossitza Vassileva GUEORGOVA
International Relations' Expert
Ministry of Agriculture, Forestry and
Agricultural Reform
Sofia

CROATIA - CROATIE - CROACIA

Delegate
Vlado BICANIC
Assistant Minister for Agriculture and
Forestry
Ministry of Agriculture and Forestry
Zagreb

Alternate
Ms Lidija MRKOCI
Head of Department
Ministry of Agriculture and Forestry
Zagreb

CYPRUS - CHYPRE - CHIPRE

Delegate
Costas THEMISTOCLEOUS
Minister for Agriculture, Natural
Resources and the Environment
Ministry of Agriculture, Natural
Resources and the Environment
Nicosia

Alternates
Georges POULIDES
Deputy Permanent Representative of
Cyprus to FAO
Permanent Representation to FAO
Rome

Harris ZANNETIS
Agricultural Officer
Ministry of Agriculture, Natural
Resources and Environment
Nicosia

CZECH REPUBLIC - REPUBLIQUE TCHEQUE - REPUBLICA CHECA

Delegate
Václav SLAVICEK
Deputy Minister for Agriculture
Ministry of Agriculture
Prague

Alternates
Ms Marie PLUHAROVÁ
Secretary of the Czech National FAO
Committee
Department of External Relations
Ministry of Agriculture
Prague

Jirí NOVÁK
Counsellor
Permanent Representative of the Czech
Republic to FAO
Rome

DENMARK - DANEMARK - DINAMARCA

Delegate
Henrik DAM KRISTENSEN
Minister for Food, Agriculture and
Fisheries
Ministry of Food, Agriculture and
Fisheries
Copenhagen

Alternate
Ms Ulla HEIDEN
Head of Section
Ministry of Food, Agriculture and
Fisheries
Copenhagen

ESTONIA - ESTONIE

Delegate
Toomas HENDRIK ILVES
Minister for Foreign Affairs
Ministry of Foreign Affairs
Tallinn

Alternates

Andres VARIK
Minister for Agriculture
Ministry of Agriculture
Tallinn

Avo MOLDER
President of the Rural Commission
Tallinn

Tiit TAMMSAAR
President of the Estonian Country
People's Party
Tallinn

Jaanus MANNIK
Member of the Estonian Parliament
Tallinn

Lauri VAARJA
Head of the Department of Fishery
Ministry of the Environment
Tallinn
Olev SAVELI
Professor of the Estonian Agricultural
University
Tallinn

Ms Küllike LINNÄMAGI
Director of I Bureau of Policy
Department
Ministry of Foreign Affairs
Tallinn

Jaak SIRK
Chief Specialist
Department of Foreign Credits and
Assistance
Ministry of Finance
Tallinn

Ilmar TUPITS
Chancellor
Ministry of Agriculture
Tallinn

Ruve SANK
Vice-Chancellor of Foreign Relations
Ministry of Agriculture
Tallinn

Toomas KEVVAI
Vice-Chancellor of Economics
Ministry of Agriculture
Tallinn

Ms Elena SUETT-ASKERSTAM
Ambassador to FAO
Permanent Representation to FAO
Rome

Toivo NÖVANDI
Head of Department of Veterinary and
Food
Ministry of Agriculture
Tallinn

Andres OOPKAUP
Head of the Department of Foreign
Relations and Trade
Ministry of Agriculture
Tallinn

Ants LAANSALU
Adviser to the Minister
Ministry of Agriculture
Tallinn

Kaul NURM
Director-General of Estonian Farmers'
Central Union
Tallinn

Ago SOASEPP
Director-General
Estonian Agricultural Producers'
General Union
Tallinn

Loit REINTAM
Professor of Estonian Agricultural
University
Tallinn

Endel JAGGO
Director of Estonian Control Centre
of Plant Production
Ministry of Agriculture

Jens SKAU
Senior Adviser
Ministry of Agriculture
Tallinn

**EUROPEAN COMMUNITY (MEMBER ORGANIZATION) -
COMMUNAUTE EUROPEENNE (ORGANIZATION MEMBRE) -
COMUNIDAD EUROPEA (ORGANIZACION MIEMBRO)**

Délégué

Franz FISCHLER
Membre de la Commission pour
l'agriculture et pour le développement
rural
Bruxelles

Suppléants

Raffaele DE SANTIS
Administrateur principal
Commission Européenne
Bruxelles

Ms Sara GUALANDI
Deuxième secrétaire
Représentation permanente auprès
de la FAO
Rome

Luca MONTANARELLA
European Soil Bureau
EC Joint Research Centre
Ispra

FINLAND - FINLANDE - FINLANDA

Delegate

Kalevi HEMILÄ
Minister for Agriculture and Forestry
Ministry of Agriculture and Forestry
Helsinki

Alternates

Veli-Pekka TALVELA
Director-General
Ministry of Agriculture and Forestry
Helsinki

Ms Katriina KORTTEINEN
Minister Counsellor
Permanent Representative to FAO
Rome

Hans BRENNER
Chief Inspector
Ministry of Agriculture and Forestry
Helsinki

Jouko SIPPOLA
Professor
Agricultural Research Center
Helsinki

Ms Kaija KARJALAINEN
Head of Information Unit
Finfood
Helsinki

Pekka OINONEN
Ambassador of Finland in Tallinn
Embassy of Finland
Tallinn

FRANCE - FRANCIA

Délégué

Alain PIERRET
Président du Comité interministériel pour
l'agriculture et l'alimentation
Paris

Suppléants

Francois de la GUERONNIERE
Sous-Directeur des affaires européennes
Ministère de l'agriculture et
de la pêche
Paris

Daniel BERTHERY
Conseiller scientifique
Représentant permanent suppléant auprès
de l'OAA
Rome

Thierry CHAUSSADE
Administrateur général
Conseil économique et social
Paris

GEORGIA - GEORGIE

Delegate

Nugzar DUCHIDZE
Deputy Minister for Agriculture
Ministry of Agriculture
Tbilisi

Alternate

Mamuka GACHECHILADZE
Team Leader of FAO Working Group
Ministry of Agriculture and Food
Department of International Relations
Tbilisi

**GERMANY - ALLEMAGNE -
ALEMANIA**

Delegate

Jürgen DETKEN
Director-General
International Agriculture and Fisheries
Policy
Federal Ministry of Food, Agriculture
and Forestry
Bonn

Alternates

Harald HILDEBRAND
Assistant Head of Division
International Food and Agriculture
Organizations
Federal Ministry of Food, Agriculture
and Forestry
Bonn

Andreas Christian TÄUBER
Director, Assistant Head of Division
Federal Ministry of Food, Agriculture
and Forestry
Bonn

GREECE - GRECE - GRECIA

Delegate

Vassilios GERANIDIS
Deputy Minister for Agriculture
Ministry of Agriculture
Athens

Alternates

Dimitrios DADIOTIS
Consultant
Ministry of Foreign Affairs
Athens

Ms Eleni-Maria TICOF
Directorate of Agricultural Policy
and Verification
Ministry of Agriculture
Athens

HUNGARY - HONGRIE - HUNGARIA

Delegate

Fülöp BENEDEK
Secretary of State
Chairman of the National FAO
Committee
Ministry of Agriculture
Budapest

Alternates

Ferenc SULYOK
Head of Department for International
Relations
Ministry of Agriculture
Budapest

Ms Mariann KOVACS
Counsellor
Permanent Representative to FAO
Rome

Ferenc TAR
Policy Officer
Ministry of Agriculture
Budapest

ICELAND - ISLANDE - ISLANDIA

Delegate

Gudmundur BJARNASON
Minister for Agriculture
Ministry of Agriculture
Reykjavik

Alternate

Björn SIGURBJORNSSON
Secretary-General
Ministry of Agriculture
Reykjavik

IRELAND - IRLANDE - IRLANDA

Delegate

Ned O'KEEFE, T.D.
Minister of State
Department of Agriculture and Food
Dublin

Alternates

David BEEHAN
Alternate Permanent Representative to
FAO
Rome

Ms Marie DEMPSEY
Private Secretary to the Minister of State
Department of Agriculture and Food
Dublin

ISRAEL

Delegate

Arieh SHESKIN
Director
Foreign Relations Department
Ministry of Agriculture and Environment
Jerusalem

Alternate

Raphael MORAV
Counsellor
Permanent Representative to FAO
Rome

ITALY - ITALIE - ITALIA

Delegate

Luigi M. FONTANA GIUSTI
Ambassador to FAO
Permanent Representation to FAO
Rome

Alternates

Ms Elena MAMMONE LENER
Chief, International Relationship Office
Ministry of Agriculture Policy
Rome

Ms Piera MARIN
Agricultural Collaborator
Ministry of Agriculture Policy
Rome

Ms Patrizia M. ROMANO
Administrative Collaborator
Ministry of Agriculture Policy
Rome

LATVIA - LETTONIE - LETONIA

Delegate

Andris RAVINS
Minister for Agriculture
Ministry of Agriculture
Riga

Alternate

Martins ROZE
Director of Integration and Foreign
Relation Department
Ministry of Agriculture
Riga

LITHUANIA - LITUANIE - LITUANIA

Delegate

Ms Natalya KAZLAUSKIENE
Vice-Minister for Agriculture
Ministry of Agriculture
Vilnius

Alternates

Ms Sigrida MULEVICIENE
First Secretary
Ministry of Foreign Relations
Vilnius

Vaidotas ASMONAS
Head of Legal Framework,
Harmonisation Division
Ministry of Agriculture
Vilnius

LUXEMBOURG - LUXEMBURGO**MALTA - MALTE**

Delegate

Francis M. MIFSUD
Ambassador to FAO
Permanent Representation to FAO
Rome

Alternate

Francis SERRACINO-INGLOTT
 Director of Agriculture
 Ministry of Agriculture and Fisheries
 Marsa

MOLDOVA**NETHERLANDS - PAYS-BAS - PAISES
BAJOS**

Delegate

Jacob B. PIETERS
 Minister Plenipotentiary
 Permanent Representative of the
 Netherlands to FAO, WFP and IFAD
 Rome

Alternates

Peter A. VERMEIJ
 Deputy Director
 Department of Agriculture
 Ministry of Agriculture, Nature
 Management and Fisheries
 The Hague

J.J. NEETESON
 Senior Policy Coordinator
 Ministry of Agriculture, Nature
 Management and Fisheries
 The Hague

NORWAY - NORVEGE - NORUEGA

Delegate

Per Harald GRUE
 Secretary-General
 Ministry of Agriculture
 Oslo

Alternates

Ms Nina MOSSEBY
 Senior Executive Officer
 Ministry of Agriculture
 Oslo

Arne OSWAUG
 Deputy Director-General
 Food Production and Health
 Ministry of Agriculture
 Oslo

POLAND - POLOGNE - POLONIA

Delegate

Jerzy PLEWA
 Vice-Minister for Agriculture and Food
 Economy
 Ministry of Agriculture and Food
 Economy
 Warsaw

Alternate

Ms Malgorzata PIOTROWSKA
 Secretary
 National FAO Committee
 Ministry of Agriculture and Food
 Economy
 Warsaw

PORTUGAL

Delegate

Carlos A. MILHEIRIÇO DE ANDRADE
 FONTES
 Adviser
 Ministry of Agriculture, Rural
 Development and Fisheries
 Lisbon

ROMANIA - ROUMANIE - RUMANIA

Délégué

Dinu GAVRILESCU
 Ministre de l'agriculture et de
 l'alimentation
 Ministère de l'agriculture et de
 l'alimentation
 Bucarest

Suppléant

Florin ROSU
 Chargé d'Affaires a.i. for Estonia
 Embassy of Romania
 Helsinki

SLOVAKIA - SLOVAQUIE - SLOVAQUIA

Delegate

Igor KOSÍR
General Director
Section of European Integration and
Foreign Relations
Ministry of Agriculture
Bratislava

Alternates

Milan KOVAC
Director, Food Research Institute
National Secretary, World Food Summit
Bratislava

Ms Ingrid JENEZOVA
Director of Foreign Affairs Department
Ministry of Foreign Affairs
Bratislava

Ms Barbara HELLEBRANDTOVA
Secretary of the National FAO
Committee
Foreign Relations Department
Ministry of Agriculture
Bratislava

Lubomir MICEK
First Secretary
Permanent Representative to FAO
Rome

Ms Maria KADLECIKOVA
Director, Agro Institute
Ministry of Agriculture
Nitra

SLOVENIA - SLOVENIE - ESLOVENIA

Delegate

Ciril SMRKOLJ
Minister for Agriculture, Forestry and
Food
Ministry of Agriculture, Forestry and
Food
Ljubljana

Alternates

Franc BUT
State Secretary
Ministry of Agriculture, Forestry and
Food
Ljubljana

Ms Irena MEGUSAR
Adviser to the Minister
Ministry of Agriculture, Forestry and
Food
Ljubljana

Marko VERBIC
State Under-secretary
Ministry of Agriculture, Forestry and
Food
Ljubljana

SPAIN - ESPAGNE - ESPAÑA

Delegate

Javier PIERNAVIEJA NIEMBRO
Representante Permanente Adjunto
de España ante la FAO
Rome

SWEDEN - SUEDE - SUECIA

Delegate

Ms Annika AAHNBERG
Minister for Agriculture, Food and
Fisheries
Ministry of Agriculture, Food and
Fisheries
Stockholm

Alternates

Ms Pernilla IVARSSON
Director
Ministry of Agriculture
Stockholm

Ms Cecilia NORDIN VAN
GANSBERGHE
Head of Section
Ministry of Agriculture
Stockholm

Karlolov ÖSTER
Permanent Under-secretary
Ministry of Agriculture
Stockholm

Ms Marie NORDEN
Political Adviser
Ministry of Agriculture
Stockholm

Ms Catharina STENBORG BLOM
Head of Section
Ministry of Agriculture, Food and
Fisheries
Stockholm

Ms Dorrit ALOPÆUS-STÄHL
Minister
Permanent Representation of the
Kingdom of Sweden to FAO
Rome

SWITZERLAND - SUISSE - SUIZA

Délégué
Rudolf HÖRBER
Président du Comité national suisse
de la FAO
Direction du développement et de la
coopération
Berne

Suppléant
Igor MARINCEK
Ministre
Représentant permanent de la Suisse
auprès de la FAO
Rome

THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA - EX-REPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACEDOINE - LA EX REPUBLICA YUGOSLAVA DE MACEDONIA

Delegate
Kiro DOKUZOVSKI
Minister for Agriculture, Forestry and
Water Economy
Ministry of Agriculture, Forestry and
Water Economy
Skopje

Alternates
Tihomir ILIEVSKI
Ambassador of the Former Yugoslav
Republic of Macedonia in Estonia
Stockholm

Stefan NIKOLOVSKI
Assistant to the Minister
Ministry of Foreign Affairs
Skopje

Zivko BRAJKOVSKI
Adviser to the Minister
Ministry of Agriculture, Forestry and
Water Economy
Skopje

TURKEY - TURQUIE - TURQUIA

Delegate
Mustafa TASAR
Minister for Agriculture and Rural
Affairs
Ministry of Agriculture and Rural
Affairs
Ankara

Alternates
Erdil K. AKAY
Ambassador to FAO
Permanent Representation to FAO
Rome

Sahin CENGİZ
Deputy Under-secretary
Ministry of Agriculture and Rural Affairs
Ankara

Hasan DOGAN
Deputy Director-General of Agricultural
Reform
Ministry of Agriculture and Rural Affairs
Ankara

Sinan VAROL
Head of Department
Ministry of Agriculture and Rural Affairs
Ankara

Ms Fatma Gulgonul BUYUKDORA
Chief of Section
Ministry of Agriculture and Rural Affairs
Ankara

**UNITED KINGDOM - ROYAUME- UNI -
REINO UNIDO**

Delegate
Anthony BEATTIE
Minister
Permanent Representative to FAO
Rome

Alternate
John SLATER
Head of Economics and Statistics Group
Ministry of Agriculture, Fisheries
and Food
London

YUGOSLAVIA - YUGOSLAVIE

**OBSERVERS FROM MEMBER NATIONS NOT IN THE REGION
OBSERVATEURS D'ETATS MEMBRES N'APPARTENANT PAS A LA REGION
OBSERVADORES DE ESTADOS MIEMBROS QUE NO PERTENECEN A LA REGION**

UNITED STATES OF AMERICA - ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE - ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA

Richard HELM
Director, International Organization Affairs Division
US Department of Agriculture
Washington D.C.

David J. KATZ
Economic Officer
Embassy of the United States
of America
Tallinn

**OBSERVERS FROM UNITED NATIONS MEMBER STATES
OBSERVATEURS D'ETATS MEMBRES DES NATIONS UNIES
OBSERVADORES DE LOS ESTADOS MIEMBROS DE LAS NACIONES UNIDAS**

RUSSIAN FEDERATION - FEDERATION DE RUSSIE - FEDERACION DE RUSIA

Leonid I. KHOLOD
Deputy Minister
Ministry of Agriculture and Food
Moscow

HOLY SEE - SAINT-SIEGE - SANTA SEDE

Alois WAGNER
Archbishop
Permanent Observer of the Holy See to FAO
Vatican

Ülo VOOGLAID
Professor
Ministry of Education
Tallinn

**REPRESENTATIVES OF THE UNITED NATIONS AND SPECIALIZED AGENCIES
REPRESENTANTS DES NATIONS UNIES ET DES INSTITUTIONS SPECIALISEES
REPRESENTANTES DE LAS NACIONES UNIDAS Y ORGANISMOS ESPECIALIZADOS**

**UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME
PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT
PROGRAMA DE LAS NACIONES UNIDAS PARA EL DESARROLLO**

Ms Petra LANTZ-DE BERNARDIS
UNDP Resident Representative
Tallinn

**WORLD FOOD PROGRAMME
PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL
PROGRAMA MUNDIAL DE ALIMENTOS**

Ms Valerie SEQUEIRA
Secretary to the Executive Board
Chief, Interagency Affairs Service
Rome

**WORLD METEOROLOGICAL ORGANIZATION (WMO)
ORGANISATION MÉTÉOROLOGIQUE MONDIALE (OMM)**

Ain KALLIS
Leading Research Associate
Estonian Meteorological and Hydrological Institute
Tartu

**OBSERVERS FROM INTERGOVERNMENTAL ORGANIZATIONS
OBSERVATEURS DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES
OBSERVADORES DE LAS ORGANIZACIONES INTERGUBERNAMENTALES**

NORDIC COUNCIL OF MINISTERS

Ms Ylva TILANDER
Senior Adviser, Agriculture and Forestry
Nordic Council of Ministers
Copenhagen

Ms Petra PREIDLER
Adviser
Nordic Council of Ministers
Copenhagen

**ORGANIZATION FOR ECONOMIC COOPERATION AND DEVELOPMENT (OECD)
ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES
(OCDE)
ORGANIZACION DE COOPERACION Y DESARROLLO ECONOMICOS**

Josef SCHMIDHUBER
Principal Administrator
Division for Economies in Transition
Directorate for Food, Agriculture and Fisheries
Paris

**OBSERVERS FROM NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS
OBSERVATEURS DES ORGANIZATIONS NON GOUVERNEMENTALES
OBSERVADORES DE ORGANIZACIONES NO GUBERNAMENTALES**

**EUROPEAN ASSOCIATION FOR ANIMAL PRODUCTION
FEDERATION EUROPEENNE DE ZOOTECHNIE
FEDERACION EUROPEA DE ZOOTECNIA**

Milan ZJALIC
Secretary
Rome

INTERNATIONAL COMMISSION OF AGRICULTURAL ENGINEERING (CIGR)

Arvi KALLAS
Director, Estonian Institute of
Agricultural Engineering
Saku

**FAO STAFF
FONCTIONNAIRES DE LA FAO
FUNCIONARIOS DE LA FAO**

Jacques DIOUF	Director-General
M. LINDAU	Regional Representative for Europe
S. KARNICKI	Subregional Representative for Central and Eastern Europe
J. LUPIEN	Director - Food and Nutrition Division
F. PEREZ-TREJO	WAICENT Manager - Library and Documentation Systems Division
F. NACHTERGAELE	Soil Conservation Expert, Soil Resources Management and Conservation Service
J. NIERENTZ	Project Director - FAO EASTFISH

**CONFERENCE SECRETARIAT
SECRETARIAT DE LA CONFERENCE
SECRETARIA DE LA CONFERENCIA**

Ms D. MORO D'ALESSANDRO	Conference Secretary
T. LONC	Reports Officer
E. NORTHOFF	Information Officer
K. CAPRAZLI	Documents Officer

ANNEXE B

L'ORDRE DU JOUR

INTRODUCTION

1. Cérémonie officielle
2. Election du Président et des Vice-Présidents et nomination du Rapporteur: *pour décision*
3. Adoption de l'ordre du jour et du calendrier: *pour décision (ERC/98/1 et ERC/98/INF/2)*

DÉCLARATIONS

4. Déclaration du Directeur général (ERC/98/INF/4)
5. Exposés nationaux et débat général sur la situation de l'alimentation et de l'agriculture dans la Région

QUESTIONS RELATIVES AU DÉVELOPPEMENT AGRICOLE ET RURAL

6. Suivi du Sommet mondial de l'alimentation: *pour examen et/ou information (ERC/98/3)*

Les pays de la Région souhaiteront peut-être faire rapport sur les mesures prises ou envisagées dans leurs plans d'action nationaux respectifs pour donner suite au Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation. Une attention particulière sera accordée à la situation des pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) dans la Région et aux initiatives telles que le Programme spécial pour la sécurité alimentaire (PSSA) et le Système de prévention et de réponse rapide contre les ravageurs et les maladies transfrontières des animaux et des plantes (EMPRES).

7. L'évolution des schémas de consommation des produits alimentaires et agricoles dans la Région: Rôle des consommateurs face aux producteurs - vers une démarche commune en matière de qualité: *pour examen (ERC/98/4).*

Les principales questions résultant de l'évolution des schémas de consommation dans la Région seront examinées ainsi que les défis qui en résultent pour les producteurs. Le débat sera axé sur le rôle des consommateurs et l'analyse des aspects scientifiques et éthiques de la qualité et de la production des denrées alimentaires et agricoles.

8. Utilisations et avantages des informations pédologiques: *pour examen (ERC/98/5)*

Le sol est une ressource naturelle, non renouvelable à court terme, très coûteux à remettre en état ou à améliorer une fois que sa structure physique a été dégradée ou que ses éléments chimiques ont été épuisés. Tout laisse penser que les pertes résultant de la dégradation des sols compromettent l'aptitude à produire de ces sols et représentent une menace pour la sécurité alimentaire dans la Région. Des pratiques agricoles mal gérées à forte intensité d'intrants peuvent provoquer une deuxième génération de problèmes écologiques. L'emploi excessif d'engrais et de pesticides, une limitation inadéquate des effluents d'engrais et des déjections animales et le développement industriel incontrôlé entraînent une pollution des sols et des eaux, ce qui provoque non seulement des risques pour la santé mais aussi des pertes de biodiversité et la contamination des eaux de surface.

La FAO a entrepris, en coopération avec le Bureau des sols de l'Union européenne et d'autres instituts et centres de recherche européens, de lancer un projet pour l'harmonisation des données sur la vulnérabilité des sols à la dégradation et sur la pollution des sols, qui permettra, une fois achevée, d'adopter une démarche systématique en vue de résoudre au mieux les problèmes de dégradation des sols dans la Région.

ACTIVITÉS DE LA FAO DANS LA RÉGION

9. Rapport sur les activités de la FAO dans la Région en 1996-97: *pour examen (ERC/98/2)*

Le document sur ce point comprendra un rapport détaillé sur les activités de la FAO dans la Région, en particulier dans les PFRDV, et sur le rôle des bureaux régionaux et sous-régionaux dans ce domaine. Le document donnera des informations sur les activités des organes statutaires concernant directement la Région Europe.

10. Représentation de la Région au GCRAI: *pour décision (ERC/98/6)*
11. Présentation des services de WAICENT, axée en particulier sur les ressources phytogénétiques et zoogénétiques dans la Région Europe: *pour information*

AUTRES QUESTIONS

12. Date, lieu et thème principal de la vingt-deuxième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe (la Note relative aux obligations respectives du Gouvernement hôte et de la FAO sera fournie aux Etats Membres souhaitant accueillir la Conférence régionale).
13. Autres questions
 - Répartition des sièges au Conseil par région
14. Adoption du rapport
15. Clôture de la Conférence

ANNEXE C

ALLOCUTION DU DIRECTEUR GENERAL

*Monsieur le Président,
Monsieur le Président indépendant du Conseil,
Messieurs les Ministres,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,*

Il y a six mois, la Conférence de la FAO s'est réunie à Rome pour faire le point de la situation de l'alimentation et de l'agriculture dans le monde, ainsi que des activités passées et futures de l'Organisation.

(Situation de l'alimentation et de l'agriculture dans le monde)

Bien que l'économie mondiale ait progressé dans son ensemble, d'après les dernières estimations, au taux satisfaisant d'environ 4 pour cent en 1997, la situation et les perspectives de l'alimentation et de l'agriculture sont moins favorables. La production agricole n'aurait augmenté que de 1,1 pour cent et les stocks de céréales demeurent inférieurs au seuil de sécurité. De plus, l'aide au développement tend à décliner depuis la fin des années 80, non seulement en valeur réelle, mais aussi aux prix courants, ne dépassant pas 60 milliards de dollars E.-U. ces dernières années. Le secteur agricole a été plus touché que les autres car sa part de l'aide au développement est tombée d'environ 30 pour cent au milieu des années 80 à 12 pour cent à peine ces dernières années.

Les perspectives sont mitigées pour 1998. La croissance économique mondiale devrait ralentir considérablement, pour se situer à 3 pour cent environ, en raison essentiellement de la crise financière qui frappe l'Asie. La solution de la crise et ses répercussions mondiales, notamment pour la sécurité alimentaire, sont encore très incertaines. En ce qui concerne l'alimentation, on prévoit un léger accroissement d'environ 0,7 pour cent de la production mondiale de denrées de base en 1997/98. Mais dans le groupe des pays à faible revenu et à déficit vivrier, cette production devrait diminuer d'environ 2 pour cent. Les premières prévisions de la FAO fixent à 1 895 millions de tonnes le volume de la production céréalière en 1998, soit un peu moins que le record de 1 908 millions de tonnes atteint l'an dernier. Si ces prévisions se concrétisent, les disponibilités céréalières permettraient de satisfaire les besoins de consommation prévus en 1998/99, mais les réserves mondiales resteraient inférieures au seuil de sécurité.

*(Principales réalisations de l'Organisation)
(Mise en oeuvre du Plan d'action du Sommet)*

Le dernier exercice biennal de la FAO a été marqué par la tenue du Sommet mondial de l'alimentation en novembre 1996. Depuis lors, plusieurs initiatives ont été prises pour mettre en oeuvre le Plan d'action qui en résulte:

- 150 stratégies nationales pour l'agriculture et la sécurité alimentaire à l'horizon 2010 ont été élaborées avec les gouvernements des Etats Membres en développement et de pays en transition;

- le Programme spécial pour la sécurité alimentaire est maintenant opérationnel dans 30 pays, dont 2 dans la Région Europe, et en préparation dans 40 autres, dont 4 en Europe;
- Le Système de prévention et de réponse rapide contre les ravageurs et les maladies transfrontières des animaux et des plantes a enregistré un certain nombre de succès, notamment contre la peste bovine et le criquet pèlerin. Dans le cadre de ce Système et sous l'égide de la Commission européenne de lutte contre la fièvre aphteuse, des efforts ont été entrepris pour prévenir ou limiter les foyers d'infection dans la région et assurer la planification préalable et l'intervention immédiate en cas de catastrophe;
- le Système d'information et de cartographie sur l'insécurité et la vulnérabilité alimentaires a également été mis en place.

Au cours des deux dernières années, l'Organisation a continué à aider à la mise en oeuvre des accords de Marrakech en organisant des ateliers et en exécutant des projets nationaux. Elle renforcera également son action pour aider à préparer de futures négociations commerciales, en étroite collaboration avec l'OMC, la Banque mondiale et la CNUCED.

Conformément aux directives adoptées par le Sommet, la FAO a aussi encouragé le lancement des campagnes "De la nourriture pour tous", visant à mobiliser la société civile. Un certain nombre de pays ont déjà entamé un processus de consultation nationale à cet effet. L'opération "TeleFood 1997" qui a été diffusée par une centaine de chaînes de télévision dans plus de 60 pays a permis de sensibiliser un public de 500 millions de téléspectateurs aux problèmes de la faim et de la malnutrition et de jeter les bases d'un système de collecte de fonds qui - cette année déjà - permettra de financer de petits projets d'assistance directe aux collectivités rurales dans des pays en développement, pour les aider à relancer la production agricole. Avec l'accord de la dernière Conférence de la FAO, le TeleFood deviendra une manifestation annuelle qui se tiendra conjointement à la célébration de la Journée mondiale de l'alimentation. Le prochain TeleFood aura lieu du 16 au 18 octobre 1998 sur une plus grande échelle encore que l'an dernier.

La promotion du rôle des femmes occupe une place de choix dans les programmes et projets de la FAO. En particulier, le Programme spécial pour la sécurité alimentaire devrait améliorer l'accès des femmes rurales aux technologies, aux intrants et au crédit, en accordant une importance spéciale à l'élevage de volaille et aux cultures maraîchères. Pour mettre en lumière l'importance des femmes dans la chaîne de production alimentaire, la Journée mondiale de l'alimentation 1998 aura pour thème: "Les femmes nourrissent le monde".

Enfin, une coopération interinstitutions pour la mise en oeuvre du Plan d'action du Sommet a été instaurée avec la création d'un Réseau sur le développement rural et la sécurité alimentaire, sous l'égide de la FAO et du FIDA. Le mécanisme de suivi du Plan d'action du Sommet a également été mis en place et le Comité de la sécurité alimentaire mondiale évaluera les progrès réalisés la semaine prochaine, comme vous le ferez vous-mêmes pour la Région.

(Autres réalisations)

Parmi les autres initiatives ayant une incidence mondiale qui ont été prises par la FAO pendant l'exercice 1996/97, j'aimerais citer les suivantes:

- dans le domaine de l'utilisation durable des ressources naturelles, l'adoption du Plan d'action mondial de la Conférence technique internationale sur les ressources phytogénétiques, la révision de la Convention internationale pour la protection des végétaux et l'achèvement

- récent, en coopération avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement, des négociations en vue de l'adoption d'une convention juridiquement contraignante sur le commerce international des produits chimiques et pesticides dangereux;
- en matière de forêts, les programmes axés sur la contribution de la foresterie à la sécurité alimentaire, sur la gestion efficace et responsable des forêts et sur le maintien d'un équilibre entre les avantages économiques, écologiques et sociaux que procurent les forêts; l'aide à la formulation de programmes forestiers nationaux; le soutien fourni au Groupe intergouvernemental des Nations Unies sur les forêts et au onzième Congrès forestier mondial, qui s'est tenu en Turquie;
- en ce qui concerne les pêches et l'aquaculture, le renforcement des organes régionaux et l'organisation de 21 consultations techniques sur la gestion des ressources halieutiques marines de diverses régions, dans le cadre du Plan d'action de Kyoto sur la contribution durable des pêches à la sécurité alimentaire et du Code de conduite pour une pêche responsable.

(Traitement, analyse et diffusion des informations)

L'Organisation a, bien entendu, continué à réunir, traiter, analyser et diffuser des informations, par exemple en publiant le rapport annuel *la Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*, dont une partie est maintenant consacrée aux faits nouveaux survenus en matière de sécurité alimentaire, au titre du suivi du Sommet. Ce document est complété par *La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture* et par *La situation des forêts du monde*. *La sixième Enquête mondiale sur l'alimentation* a été publiée en 1996. Quant aux perspectives mondiales à long terme pour l'agriculture et la sécurité alimentaire, une étude sera menée sur le scénario probable jusqu'en 2015, avec une évaluation plus générale à l'horizon 2030.

En ce qui concerne la diffusion des informations, l'adoption de nouvelles technologies a permis de rationaliser et de moderniser les systèmes, tout en réduisant les coûts. Le Centre mondial d'information agricole (WAICENT), comme vous avez pu le constater il y a deux jours lors de la démonstration, permet maintenant d'accéder directement aux informations essentielles pour la sécurité alimentaire et le développement rural durable, grâce à FAOSTAT pour les statistiques, FAOINFO pour les textes et FAOSIS pour les systèmes d'information spécialisée, en particulier sur les ressources génétiques animales, les pesticides et le Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture.

(Partenariats)

L'Organisation a également renforcé la coordination et la coopération avec ses partenaires afin d'assurer la mise en oeuvre de tous ses programmes, dans un contexte de contraintes budgétaires: avec la Banque mondiale et les banques régionales, grâce à de nouveaux accords, en particulier pour l'exécution du Programme spécial pour la sécurité alimentaire; avec les institutions ayant leur siège à Rome qui s'occupent d'alimentation et d'agriculture, à savoir le FIDA et le PAM; avec le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale, son Comité consultatif technique et ses instituts; avec les autres institutions des Nations Unies, dans le cadre du Comité administratif de coordination; avec la Commission de l'Union européenne et avec le secteur privé et la communauté des organisations non gouvernementales.

De même, la coopération a été intensifiée avec de nombreux Etats Membres. Depuis trois ans, quelque 1 300 experts mettent en oeuvre des programmes de la FAO dans le cadre d'accords de coopération entre pays en développement et pays en transition et de coopération avec les instituts universitaires et de recherche, et des experts retraités ont été engagés. A l'appui du Programme

spécial pour la sécurité alimentaire, un certain nombre d'accords de coopération Sud-Sud ont permis aux pays en développement les plus avancés, avec l'aide de la FAO, de fournir une masse critique de techniciens de terrain aux communautés rurales d'autres pays en développement. A ce jour, trois pays fournissent déjà cette aide et des négociations sont en cours avec 18 autres pays. Les pays développés sont aussi encouragés à appuyer la coopération Sud-Sud en complétant les contributions apportées par les pays en développement participants, qu'ils soient donateurs ou bénéficiaires. Enfin, pour renforcer les capacités nationales, la FAO étudie les possibilités de formation offertes par les pays membres, dans les domaines qui relèvent de son mandat, aux étudiants et stagiaires de pays en développement et elle emploiera elle-même de jeunes cadres, dans la limite des ressources disponibles, afin qu'ils puissent compléter leur formation universitaire par une expérience pratique.

(Investissements)

La FAO s'attache actuellement à promouvoir les investissements dans l'agriculture. Ces deux dernières années, 13 projets préparés avec l'aide du Centre d'investissement dans la région ont été approuvés en vue de leur financement, pour une valeur totale de 411 millions de dollars E.-U., dont 278 millions de dollars E.-U. de prêts externes.

Le Programme de coopération technique de la FAO reste un puissant catalyseur grâce à ses caractéristiques particulières d'approbation rapide, de durée limitée des projets, de faible coût et d'orientation pratique. Au total, 49 nouveaux projets ont été mis en oeuvre dans les pays d'Europe centrale et orientale en 1996-97.

(Restructuration et décentralisation)

La restructuration de la FAO s'est poursuivie dans des conditions de graves contraintes budgétaires, et l'on s'est efforcé en particulier d'identifier les économies possibles et d'améliorer l'efficacité grâce à la décentralisation. Le nombre de postes est tombé de 4 185 en janvier 1994 à 3 599 en janvier 1998. Actuellement, on s'attache surtout à former le personnel et à accroître la proportion de femmes parmi les fonctionnaires du cadre organique, tout en continuant à assurer une représentation équitable des Etats Membres: le nombre de pays non représentés parmi le personnel est tombé de 54 en janvier 1994 à 29 en avril 1998, compte tenu des recrutements en cours. Le processus de décentralisation est terminé: tous les nouveaux bureaux de liaison et bureaux sous-régionaux sont ouverts et les bureaux régionaux ont été considérablement renforcés; la couverture des Etats Membres par le réseau de représentants de la FAO a été étendue, grâce aux accréditations multiples et au recours aux services de fonctionnaires nationaux chargés de programme et de correspondants nationaux. A l'heure actuelle, 39 pour cent des effectifs sont affectés aux bureaux décentralisés.

(Programme de travail et budget 1998-99)

Je voudrais conclure ce survol des faits saillants des deux dernières années en rappelant que la Conférence a approuvé le Programme de travail et budget pour 1998/99 à croissance nominale zéro ce qui revient, en termes réels, à une réduction de 3,7 pour cent. Malgré cela, l'Organisation a un programme approuvé à l'unanimité qui, contrairement à celui des deux derniers exercices biennaux, n'aura pas besoin d'être ajusté. Je crois pouvoir dire sans crainte de me tromper que l'Organisation a traversé avec succès cette période de réforme et qu'elle peut désormais regarder avec confiance vers l'avenir et s'atteler à la mission qui lui a été confiée, à savoir l'instauration de la sécurité alimentaire durable pour tous.

*(Situation générale dans la région Europe)**Monsieur le Président,*

Permettez-moi de passer brièvement en revue la situation de l'alimentation et de l'agriculture dans la région Europe et les principaux sujets que la Conférence est appelée à traiter.

(Situation alimentaire en Europe)

Depuis deux ans, la production agricole brute de la région donne des signes de redressement constant par rapport aux faibles niveaux de 1994/1995, grâce essentiellement à la production agricole proprement dite et en particulier aux céréales, tandis que la production animale ne donne pas encore les signes attendus d'une inversion de sa tendance au déclin. Il vaut également la peine de noter que les progrès accomplis en matière de production agricole reposent essentiellement sur les gains de productivité enregistrés dans la majorité des grands pays producteurs. Un autre aspect positif est le redressement agricole modéré, mais continu de la sous-région d'Europe centrale et orientale.

L'année 1997 a été marquée par plusieurs événements d'une importance capitale pour les politiques agricoles européennes. Ainsi, l'inauguration le 1er janvier 1997 de l'Accord de libre-échange entre les pays baltes pour les produits agricoles et la conclusion d'accords de libre-échange bilatéraux entre l'Estonie, d'une part, et la Hongrie et la Pologne, d'autre part, ont été des événements historiques pour la région de la mer Baltique. La présentation par l'Union européenne du Programme d'action pour l'an 2000 a ouvert le débat sur l'avenir de l'agriculture en Europe et pourrait avoir des incidences considérables sur l'élaboration des futures politiques agricoles des pays de l'Union européenne. De même, l'ouverture des négociations en vue de l'adhésion de six pays supplémentaires à l'Union européenne n'est pas sans influencer l'orientation des politiques dans les pays candidats.

Les pays membres de la sous-région d'Europe centrale et orientale poursuivent leurs politiques de transition dans le secteur agricole, notamment la privatisation et la restructuration, et bien qu'ils soient parvenus à des stades différents du processus de réforme, on constate un progrès général dans ce domaine. La FAO a eu le privilège d'être associée aux efforts des gouvernements membres pour mettre au point des politiques de développement spécifiques pour le secteur agricole et alimentaire et créer l'infrastructure institutionnelle correspondante dans plusieurs pays en transition.

(Qualité et innocuité des aliments)

Une des principales questions examinées pendant cette session par vos hauts fonctionnaires est celle de savoir comment garantir la qualité et l'innocuité des aliments mis sur le marché en vue de protéger la santé des consommateurs. Bien que l'Accord de Marrakech fournisse un cadre visant à garantir une meilleure qualité des produits alimentaires à l'exportation, les groupes de pays ont des normes différentes selon leur situation géographique, leur niveau de développement et leur participation au commerce international. Aujourd'hui où l'intégration européenne s'étend à de nouveaux membres, il est plus que jamais nécessaire pour la région d'harmoniser ses normes de qualité et d'innocuité des aliments.

L'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires, plus connu sous le nom d'Accord SPS, et l'Accord sur les obstacles techniques au commerce, ou Accord OTC, sont des instruments importants pour parvenir à cette harmonisation et promouvoir le commerce international des produits agricoles. La Commission du Codex Alimentarius - qui compte désormais 162 pays membres, dont 38 dans la région Europe - et ses organes subsidiaires ont commencé à ouvrir la voie il y a déjà de nombreuses années. Pour cette raison, les directives et recommandations du Codex sont devenues, en vertu de l'Accord SPS, la référence officielle pour l'évaluation des mesures sanitaires nationales. Le travail effectué par le Codex Alimentarius est un exemple manifeste de la volonté

collective de parvenir à un consensus sur une question capitale pour l'humanité. La FAO, qui assure avec l'OMS le secrétariat de la Commission et offre son expertise technique pour la formulation de ses recommandations, est fière que les travaux des deux organisations dans ce domaine aient été reconnus et de la contribution du Codex à l'amélioration de l'innocuité et de la qualité des denrées alimentaires et à la promotion du commerce international. En même temps, la FAO est bien consciente, comme vous, qu'il reste encore beaucoup à faire pour que des normes sanitaires et phytosanitaires harmonisées, universellement acceptées et fondées sur des preuves scientifiques solides puissent être adoptées. La FAO, par conséquent, ne se contente pas de fournir un soutien à la Commission du Codex Alimentarius, mais aide, dans la limite de ses ressources, chaque pays membre à revoir sa législation alimentaire, à élaborer des méthodologies pour l'analyse des risques et à renforcer ses capacités administratives et techniques.

(Harmonisation des données pédologiques)

C'est désormais un lieu commun de qualifier la terre de village planétaire, de parler de marchés mondiaux et de l'interdépendance croissante des politiques. Puisqu'il ne fait pas de doute que la mondialisation des divers aspects de notre vie quotidienne ne cesse de progresser, la planification de l'avenir doit aussi être envisagée dans un contexte plus vaste. A ce propos, vos représentants ont aussi débattu des divers moyens d'harmoniser les méthodologies pour obtenir des informations homogènes sur les caractéristiques des sols, la valeur des terres et la dégradation des sols, en vue de faciliter la planification de l'utilisation des terres. Il n'est pas nécessaire, je crois, de souligner les nombreux services que rendrait l'harmonisation des données pédologiques, en matière de planification, de modélisation des cultures et des prévisions concernant les récoltes, ainsi que pour le transfert des résultats de la recherche et la prise de décisions politiques. Si les difficultés résultant de la longue tradition de méthodologies propres à chaque pays ou sous-région sont évidentes, il ne fait pas de doute que les avantages d'un système harmonisé à l'échelle mondiale l'emportent largement sur son coût.

Monsieur le Président,

Les questions à l'ordre du jour de cette Conférence, même si elles portent sur des thèmes aussi différents que la qualité des denrées alimentaires et les données sur les sols, ont néanmoins un dénominateur commun, à savoir l'harmonisation. Ces questions ne sont bien évidemment pas les seules pour lesquelles un effort international concerté s'impose. L'interdépendance est de plus en plus une réalité, non seulement au sein d'une région, mais à l'échelle mondiale. Il est encourageant de constater que l'intégration européenne touche un nombre croissant de pays de la région. Même si la prudence conseille une approche progressive, il faut espérer qu'elle aboutira à l'union de tous les pays européens qui souhaitent en devenir membres.

Le rôle de l'Europe, dont la civilisation et les progrès reposent depuis des milliers d'années sur un secteur agricole dynamique, qui demeure encore aujourd'hui un moteur de prospérité, tout en jouant un rôle clef dans la préservation de l'environnement et l'amélioration de la qualité de la vie, n'est pas limité à un continent. La contribution de l'Europe à la sécurité alimentaire mondiale est d'une importance capitale et mérite une mention particulière. Grâce à l'assistance alimentaire qu'elle fournit en cas de catastrophes naturelles ou pour soulager les souffrances causées par les troubles civils, grâce au transfert des technologies agricoles, que ce soit dans le domaine de la production, des pertes après récolte ou de la transformation des denrées alimentaires - auquel la FAO contribue modestement par le biais de ses programmes interrégionaux comme le Système européen de réseaux coopératifs de recherche en agriculture (ESCORENA) - et grâce aux programmes d'assistance aux pays en développement, exécutés bilatéralement ou en partenariat avec la FAO, l'Europe est un facteur essentiel de stabilité et de progrès.

Monsieur le Président,

L'instauration de la sécurité alimentaire mondiale pour tous demeure un défi, comme l'a rappelé le Sommet mondial de l'alimentation. Le grand nombre de personnes sous-alimentées, notamment dans les pays à faible revenu et à déficit vivrier, exige de nous un effort sans relâche. La FAO et tous ses partenaires accordent la plus haute priorité à la tâche qui leur incombe d'aider ces pays à relever ce défi fondamental.

Je suis convaincu qu'il est possible de relever un tel défi et qu'il est dans l'intérêt de tous les pays de le faire. Je pense que les pays européens le comprennent bien. Il nous faut persévérer et intensifier nos efforts jusqu'à que nous ayons atteint les objectifs que nous nous sommes fixés en souscrivant aux engagements du Sommet mondial de l'alimentation.

Je vous souhaite tout le succès possible dans vos délibérations.

Je vous remercie.

APPENDIX D

LISTE DES DOCUMENTS

ERC/98/1	Ordre du jour annoté
ERC/98/2	Rapport sur les activités de la FAO dans la Région en 1996-97
ERC/98/3	Suivi du Sommet mondial de l'alimentation
ERC/98/4	L'évolution des schémas de consommation des produits alimentaires et agricoles dans la Région: Rôle des consommateurs face aux producteurs - vers une démarche commune en matière de qualité
ERC/98/5	Utilisations et avantages des informations pédologiques
ERC/98/6	Représentation de la Région au GCRAI

SERIE INF

ERC/98/INF/1	Note d'information
ERC/98/INF/2	Calendrier
ERC/98/INF/3	Liste des documents
ERC/98/INF/4	Déclaration du Directeur général
ERC/98/INF/5	Résolution 14/69 de la Conférence de la FAO: "Pouvoirs, mandat et statut constitutionnel des conférences régionales"
ERC/98/INF/6	Déclaration de compétences par la Communauté européenne (CE) et ses Etats Membres
ERC/98/INF/7	Répartition des sièges au Conseil par région
ERC/98/INF/8	Liste des Participants

Membres de la FAO dans la Région européenne (au 18 novembre 1997)

Albanie	Finlande	Moldova
Allemagne	France	Norvège
Arménie	Géorgie	Pays-Bas
Autriche	Grèce	Pologne
Azerbaïdjan	Hongrie	Portugal
Belgique	Irlande	République tchèque
Bosnie-Herzégovine	Islande	Roumanie
Bulgarie	Israël	Royaume-Uni
Chypre	Italie	Slovaquie
Communauté européenne (Organisation membre)	Lettonie	Slovénie
Croatie	L'ex-République yougoslave de Macédoine	Suède
Danemark	Lituanie	Suisse
Espagne	Luxembourg	Turquie
Estonie	Malte	Yougoslavie

Date et lieu des Conférences régionales de la FAO pour l'Europe

Première	-	Rome, Italie, 10-15 octobre 1949
Deuxième	-	Rome, Italie, 10-15 octobre 1960
Troisième	-	Rome, Italie, 8-13 octobre 1962
Quatrième	-	Salzbourg, Autriche, 26-31 octobre 1964
Cinquième	-	Séville, Espagne, 5-11 octobre 1966
Sixième	-	Saint Julian, Malte, 28-31 octobre 1968
Septième	-	Budapest, Hongrie, 21-25 septembre 1970
Huitième	-	Munich, République fédérale d'Allemagne, 18-23 septembre 1972
Neuvième	-	Lausanne, Suisse, 7-12 octobre 1974
Dixième	-	Bucarest, Roumanie, 20-25 septembre 1976
Onzième	-	Lisbonne, Portugal, 2-7 octobre 1978
Douzième	-	Athènes, Grèce, 22-27 septembre 1980
Treizième	-	Sofia, Bulgarie, 4-8 octobre 1982
Quatorzième	-	Reykjavik, Islande, 17-21 septembre 1984
Quinzième	-	Istanbul, Turquie, 28 avril-2 mai 1986
Seizième	-	Cracovie, Pologne, 23-26 août 1988
Dix-septième	-	Venise, Italie, 3-7 avril 1990
Dix-huitième	-	Prague, Tchécoslovaquie, 24-28 août 1992
Dix-neuvième	-	Killarney, Irlande, 6-10 juin 1994
Vingtième	-	Tel-Aviv, Israël, 29 avril-3 mai 1996
Vingt et unième	-	Tallinn, Estonie, 25-29 mai 1998

ISBN 92-5-204188-5 ISSN 1014-4056



9 789252 041887

M-90 W9919F/1/10.98/290